

NOTRE PROCÈS CONTRE

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 278

VENDREDI 3 AOUT 1951

LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

JULES MOCH

COMME nous l'annoncions dans le n° 277, le *Libertaire* en la personne de Fontenis se trouvait mardi 24 juillet à la 17^e Chambre. M. Jules Moch ayant trouvé que l'article publié le 6 octobre 1950 (n° 241) dépassait les bornes de la bienséance et atteignait directement sa personnalité de ministre.

Voici ce que nous écrivions alors :

**JULES MOCH,
le pourrisseur,
organise la délation**

Basse besogne, la garde du territoire ne pourra être assurée que par de basses consciences. Tous ceux dont l'idéal se limite à une gamelle bien garnie, l'ancien gendarme, l'ancien policier, l'adjudant en retraite vont accourir, heureux de l'ambition. Jules Moch le pourrisseur vole au secours de Pieven l'impuissant. Et le gouvernement, pour survivre, va s'entourer d'un ramassis d'espions et d'indicateurs. Ils auront pour devoir d'enrichir les fichiers préfectoraux des noms des stalinien et de ceux des hommes libres et décidés à ne plus subir l'encasernement et la mort, pour la satisfaction d'une patrie qui en trente ans a déjà englouti plus de deux millions d'êtres.

On sait que les cadres stalinien, en cas de guerre, formeront une redoutable cinquième colonne au profit de l'impérialisme russe.

On sait également qu'à côté de ces éditeurs de la N.K.V.D., la vaste majorité du peuple, demeurée saine malgré les tentatives d'asservissement moral au bénéfice de l'Ouest ou de l'Est, en a assez des turqueries périodiques. Et qu'un nombre impressionnant des inscrits ne répondra pas à l'appel en cas de mobilisation. Il s'agit donc d'aller au plus pressé...

Ce que le président reprocha à Fontenis c'est de ne pas avoir fait sauter dans l'article un mot qui ne pouvait convenir à un ministre... Ce mot que Jules Moch n'a pu digérer c'est : « Pourrisseur ! » Après la lecture de l'article, des explications furent demandées à notre camarade qui répondit : « Pourrisseur » ne veut pas dire

« pourri », nous ne jugeons pas les hommes mais la politique qu'ils font. L'article se terminait par un appel au troisième front prolétarien. Contre J. Moch, Truman et Staline. M. Thomas Degouty fit remarquer que notre ministre paraît être d'une susceptible



bilité que ne manifestent pas ces autres grands personnages que sont MM. Staline et Truman. Et puis. On n'est plus à l'époque de Ravachol, que diable ! On n'a plus que la plume et la bouche pour s'expliquer. Qu'on nous les laisse ! « D'ailleurs, il ne faut jouer avec les

mots sans savoir. Le pourrisseur est celui qui pourrit. Cela n'implique pas qu'il soit pourri lui-même.

« Mon client gagne sa vie comme instituteur. Il connaît le poids des expressions. Il a voulu qu'on écarte une mesure dangereuse, ce qui a été fait ».

Beaucoup de camarades et de sympathisants étaient venus assister au procès. Le jugement n'a pu être rendu tout de suite, la place est maintenant aux grammaires qui devront s'entendre sur le terme « pourrisseur ».

DONY.

DERNIERE MINUTE :

Nous apprenons que le « Lib » est condamné à une forte amende pour diffamation.

Il est un temps pas si lointain où Jules Moch et ses amis du parti socialiste combattaient pour la liberté de la presse. Il est un temps pas si lointain où eux-mêmes étaient pourrissures ! Ils devraient s'en souvenir parfois !

La souscription reste ouverte.

C.O.P. 8032-34
René LUSTRE

L'Enfer Colonial

LES FUTURS MAITRES

EXTRAIT d'un article intitulé « La Patrie », paru dans l'organe nationaliste « La République Algérienne » du 1^{er} juillet 1951 : « ... Soyons très fiers d'être Algériens musulmans, rendons à notre pays le tribut d'admiration que les étrangers eux-mêmes ne lui refusent pas. Soyons fiers de notre origine ; nul peuple ne descend d'une race plus vaillante et plus généreuse... Algérie... quand, dans un très proche avenir, ton pays sera débarrassé entièrement de l'odieuse joug colonial qui l'opprime, jeune soldat, tu l'exerceras dans le métier militaire, tu défendras le drapeau, tu le feras craindre et respecter... tu entretiendras d'un culte reconnaissant la mémoire des martyrs de la liberté, tu oseras enterrer dans un culte reconnaissant la mémoire des martyrs de la liberté, tu oseras aux lois, tu payeras l'impôt sans murmurer, tu honoreras les magistrats, tu voteras avec réflexion et conscience... » (1).

Une telle charte rend bien difficile l'intégration des nationalistes dans le rang révolutionnaire, cette prose prometteuse ressemble étrangement à ce qu'un quel-

conque Déroulède aurait pu écrire dans le manifeste du parfait patriote. L'étonnant n'est pas que de pareilles élocutions aient été pensées par un jeune bourgeois aux dents longues et aux idées courtes, alors que par méthode expérimentale nous savons ce que cache d'exploitations, d'intérêts sordides, et de bêtise tyrannique, l'expression bon citoyen, l'étonnant est qu'un tel article de foi paraisse dans l'organe imprimé d'un parti qui se dit progressiste.

Mais à la réflexion, l'étonnement naît s'estompe car n'est-ce pas sur la culture du bon citoyen que sont basés étatsisme et capitalisme, ces deux mamelles de l'exploitation éternelle. Le triste de cette histoire, c'est qu'avant même que l'analphabétisme soit vaincu, la presse décevante a mis en place ses batteries et c'est là, la première pâture intellectuelle qui s'offre au révolté.

Les anarchistes ont une belle œuvre de débouillage de crâne à accomplir en Algérie. Il y a des idées qu'il faut débouillir avant qu'elles ne soient hissées sur leurs socles : la bigoterie, le chauvinisme, le conformisme et le militarisme impérialiste.

Guy MARTIN.
(M.L.N.A.).

(1) C'est nous qui soulignons.

CHEZ LES AUTRES...

DU JOURNAL :
« L'ETUDIANT MAGHRIBIN »
(Maghrabin = occidental = Algérie, Tunisie et Maroc.)

DES CHIFFRES

On parle bien volontiers de la « mission civilisatrice » du colonialisme et d'actuels semblent y croire.

Sans traîner aujourd'hui de « l'amélioration » de la condition économique et partant sociale de l'Algérie par exemple, nous voudrions cependant parler brièvement d'un problème qui nous touche de plus près : celui de « l'amélioration » de la condition intellectuelle.

Faisons encore, avant de commencer, une autre concession : ne parlons pas du progrès de la langue arabe, du décret qui l'a condamné purement et simplement, des multiples vexations faites aux méditerranéens chargés d'assurer l'éducation de milliers d'enfants sans écoles.

Ne traitons donc que des écoles françaises.

De l'enseignement primaire, nous dirons peu de choses. Le plus simple est que chacun consulte soi-même les statistiques officielles accompagnées des aveux des responsables quant à l'insuffisance de cet enseignement. L'initiative est bonne, même si le souci de la scolarisation de la jeunesse musulmane est nouveau-né. Citons, au titre de 1944, le rapport de M. Laugier, ancien recteur : 100.000 enfants musulmans scolarisés, 200.000 Européens.

Les rapports qui s'en déduisent sont faciles à établir.

A l'échelon supérieur, les proportions diminuent encore d'une façon vertigineuse. Ne mésestimons pas l'intelligence de nos frères : le fait provient uniquement des faibles ressources dont disposent généralement les familles pour en-

C'ETAIT, voici quelques années, l'armistice venait de mettre fin à la guerre en Europe.

Brusquement, à des milliers de kilomètres où la guerre faisait rage encore, une bombe d'un type nouveau éclatait : C'était la bombe atomique, c'était Hiroshima.

Anniversaire bien oublié ! Souvenir relégué au fond des consciences trop sûres d'elles-mêmes, ravalé au sens d'un terrible accident qu'il convient d'ignorer. Et les vacances, cependant, de s'apprécier à nouveau, dans le calme, le délassement, l'inconscience...

Pourtant, il est des hommes qui se souviennent : D'abord, exerçant le rôle qu'ils s'attribuent, les militaires et les politiciens. Bref, les Menteurs. Truman et Staline, Malik et Acheson, de Gaulle, Moch et Duclos, fumeurs ennemis d'une même mafia, tous s'entendant pour évoquer de leurs antres, clos aux inquiétudes des peuples, le spectre de la Bombe A, lorsque ce n'est pas celui de la Bombe H. A coup sûr, ils se souviennent, eux, à chacun de leurs actes, d'Hiroshima. Les menteurs ne sont jamais en vacances.

Réciproquement, remplissant le devoir que leur conscience des réalités leur impose, des hommes, probes et courageux cette fois, voient. Ceux-là se souviennent de l'horreur atomique, dépassant la mesure monstrueuse des horreurs guerrières. Le souvenir d'Hiroshima est gravé dans leur mémoire. Ces hommes, les militants révolutionnaires, ont ravigé dans le massacre d'Hiroshima leur vigilance. Ils y ont puisé, aussi, un aliment nouveau à leur foi de paix. Leur volonté révolutionnaire de justice, de vengeance, s'en est trouvée renforcée. Pour eux, point de bonne conscience, seule reste la conscience du péril. Point, non plus, d'amnésie complice. Que font-ils ?

Les anarchistes veillent. Non pas qu'ils s'attribuent le rôle illusoire d'assumer la défense des intérêts permanents des hommes, mais bien parce qu'ils se sentent contraints, de par leur être, de par leur conception révolutionnaire, à provoquer une prise de conscience féconde, virile, émancipatrice, de l'espèce humaine.

Les anarchistes, eux, aujourd'hui comme hier, mènent le combat. Ils affirment par leurs actes, l'opposition qui les anime, irrédoublable aux deux impérialismes meurtriers qui se préparent à s'entre-dévor.

Les anarchistes, donc, ne mettent pas leur action en vacances. Autour d'eux, sans trêve, ils propagent la notion du danger, mettent en relief la catastrophe, forgent, au contact des masses, les solutions-clés de l'avenir.

Les anarchistes combattant sur le « 3^e Front » révolutionnaire. Ils ne choisissent pas entre des maux qui, sans s'égaliser, se valent. Ils agissent.

Et pour démontrer la continuité de cette action, n'hésitons pas, aujourd'hui.

Recueillerons-nous Queuille-le-Gâteux ?

DEPUIS près d'un mois les pantins s'agitent au bout de leurs ficelles. Successivement Petsche, Schuman, René Mayer, Bidault et Reynaud ont recherché une majorité pouvant leur permettre de s'installer dans les fauteuils douillets de l'Hôtel Matignon.

M. Petsche revient maintenant, il a échoué une fois, on ne voit pas bien pourquoi il réussirait aujourd'hui ?

Cela s'appelle une crise ! On se consulte, on parle en tête à tête, on fait sa petite visite matinale au président, on parle de la France immortelle : Pauvre France sans gouvernement, où va-t-elle ?

Cette crise est la conséquence directe de la loi électorale et des apparentements, les électeurs font les frais de ce petit jeu !

Pendant que nos députés croupissent tous dans leur vase, autour de la mare, la ronde continue, on prend les mêmes et on recommence...

Peu à peu, M. Queuille se remet, il regarde ses confrères tourner... Allons ne vous gênez pas, « entrez dans la danse ! » La place est encore chaude.

Sous peu M. Henri Queuille succédera dans son immobilisme légendaire à M. Queuille Henri... jusqu'à la dissolution de la Chambre !

HIER ET AUJOURD'HUI

Vacances oubliées

d'hui encore, à soumettre à tous ceux qui nous prêtent leur attention, le témoignage non encore épuisé, de quelques textes publiés depuis un an, et qui révèlent, à eux seuls, à chacun, que l'Anarchisme vit encore. Et vivra.

Claude LERINS.

BILAN 3^e FRONT

Deux ennemis différents nous condamnent à deux tactiques différentes.

Quelles sont ces tactiques ? Il s'agit, répétons-le, du côté U.S.A., d'attaquer surtout sur le plan social, de dénoncer sans répit le fâcheux réformisme, le réarmement payé par les travailleurs, la renaissance du patronat de combat, la morgue et la férocité des bourgeois nationales qui croient pouvoir reprendre, à l'ombre d'Eisenhower, le peu qu'elles avaient dû concéder aux exploités. Il faut rapprocher de ce redressement des bourgeois l'alliance avec Franco. C'est là qu'il faut attaquer et non par la simple propagande ou sur le plan de réarmement de la seule Allemagne (comme si l'Allemagne était encore l'ennemi n° 1) comme le veut le parti « communiste » qui lance ses hommes les meilleurs dans des combats perdus d'avance et les livre ainsi à la répression. Mais il lui faut des martyrs et la défense réelle des travailleurs, de leurs salaires et de leur dignité est remise à plus tard.

Du côté U.R.S.S., c'est au contraire, sur le plan politique qu'il faut mener le combat puisque sur le plan social l'expérience n'est pas possible. Il faut

montrer aux travailleurs stalinien que les militants du 3^e Front sont toujours les premiers pour les vrais combats ; il faut, inlassablement, apporter des témoignages sur l'incroyable totalitarisme qui règne à l'Est, apporter des preuves sur les camps de concentration soviétique et de l'Allemagne de l'Est, il faut rappeler l'activité antiovière du P.C.F. lorsqu'il avait ses ministres au pouvoir avec de Gaulle, il faut dénoncer sans relâche les machiavélismes de sa politique et montrer les conséquences des trahisons de 36 et de l'époque du « produire d'abord ».

FONTENIS (6-2-51)

PRESENCE ET ACTION

Notre 3^e Front, puisque révolutionnaire, ne peut trouver son point d'application que dans l'évolution des masses, cette évolution qui se fait jour à travers toutes les organisations où se regroupent les individus. En conséquence, la présence des hommes du 3^e Front s'impose dans tout lieu où il est possible de provoquer des réactions saines de la part des individus. Présence et action ont été et seront nos soucis constants. Que tous nos camarades, donc, qui œuvrent dans les syndicats, les mouvements de jeunesse ou de loisirs aient à cœur de manifester nos positions dans le présent, ces positions élaborées d'après les expériences multiples que, depuis près de cent ans, les anarchistes ont faites au cours même de la lutte sociale et notre position 3^e Front reconnue. Évidemment, aujourd'hui, sera ralliée demain par tous les hommes lucides.

Charles DEVANCON (16-4-51).

UNE ENQUÊTE DU "LIB" (5)

LE SCANDALE DES CHARLATANS !

Il est incontestable que les principales victimes des « guérisseurs » sont les tuberculeux. Le fait suivant, relaté dans divers quotidiens (28-6-51), illustre de façon saisissante notre précédent article :

« Malade depuis plusieurs mois (tuberculose), M. Brousse confia son cas à un guérisseur radiesthésiste, qui le sogna à distance par le truchement d'une nébée de cheveux. Le guérisseur prescrivit des médicaments dont certains furent composés selon une formule personnelle. Aux dires de l'entourage de M. Brousse, ce dernier constata une amélioration qui fut suivie d'une aggravation. Un docteur est chargé de l'examen des viscères. »

Il est bien évident que lorsque l'on se fait traiter par la médecine officielle, cette dernière ne peut assurer un guérison certaine. Elle offre tout au moins quelques garanties !

Avec le « guérisseur » quelle garantie avons-nous ? Aucune !

Les charlatans prétendent que la médecine officielle, refuse pour des questions d'intérêt l'expérimentation de leurs méthodes. Ceci est faux. Rappelons pour mémoire les expérimentations de Doré, Marbaix, Flavozine.

De nombreux charlatans sont réfractaires à toute expérience, contrôlée scientifiquement.

C'est à cela que le tuberculeux se doit de réfléchir.

Il est question, bien souvent, de la crédulité légendaire du tuberculeux. C'est surtout du désarroi du malade qu'il faut parler, lorsque ce dernier apprend qu'il est atteint de tuberculose.

Tuberculose !!! Longue maladie !!!

Sanctionnée bien souvent par un repos plus ou moins long (minimum 6 mois) par la création d'un pneumothorax ou une intervention chirurgicale.

En tuberculose, le temps perdu ne se rattrape jamais.

Tuberculeux mon père, je te connais bien !

Aussi prompt à l'enthousiasme qu'à te désespérer. C'est à ce moment-là que le charlatan intervient ! Il se fait fort de « guérir » en très peu de temps sans aucune intervention chirurgicale. Voici l'un des principaux arguments du charlatan.

Autre atout, non moins sérieux, la presse, sans la presse, le charlatan n'existerait pas. Sans le charlatan une certaine presse ne pourrait paraître.

Lorsque l'on sait que depuis toujours la presse est responsable de multiples escroqueries, pour ne pas dire plus, l'on est en droit de se demander où commence et où finit la liberté de la presse.

Le journaliste Neuville, entre tant d'autres, est l'auteur du livre « Les meilleurs guérisseurs de France », rédigé par le docteur Encausse, médecin fonctionnaire de l'Éducation Nationale.

Nous en extrayons le passage suivant : « Qu'on imagine dans un pays où 300.000 personnes (médecins, infirmiers, personnel de sanas, radiologues, etc.) qui vivent, trafiquent et ne subsistent qu'en grâce à la tuberculose, ce qu'il arriverait si quelque génial imprudent découvrait un sérum, un vaccin qui guérirait à coup sûr cette « bonne maladie » qui fait disparaître à tout jamais ce bienheureux fléau. »

M. Neuville connaît très bien les inventeurs guérissant à coup sûr la tuberculose !!! Il en fait état dans son livre : Marbaix, Doré, B. q. x., etc., Lorenz pour le cancer.

La tuberculose est une vraie mine d'or pour M. Neuville et certains de ses confrères. Gaillet-Boussière-Crapuillot.

(Suite page 2, Col. 1)

Répression à Barcelone

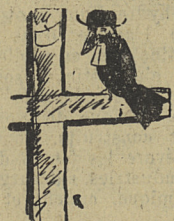
Barcelone, 30 juillet. — Vingt-deux militants poumistes et anarchistes qui avaient réorganisé le parti socialiste unifié de Catalogne ont été arrêtés. Le communiqué de police précise que parmi les détenus figurent dix militants venus clandestinement de France et que de nombreux tracts et deux des journaux clandestins ont été saisis dans deux appartements situés, l'un, calle del Clot, l'autre, à Septimania.

Les corbeaux sur les toits de l'école

Tout ce que la douce France compte de cléricaux avoués ou honteux, en robe ou veston, en chapeau ou en képi, s'agitte avec fièvre.

Les chaires retentissent de sermons guerriers et de preux chevaliers sans peur, sinon sans reproches, esclatent les tréteaux publics pour rallier les hésitants et réchauffer l'ardeur des timorés.

Curés aux soutanes frémissantes et prêtres « ouvriers » aux onctueuses hypocrisies, visières biques de sacristie macérées dans l'encens et riches courtisanes repentantes de la onzième heure, aristocrates momifiés dans la nostalgie chouanne et vichyste défilants à la recherche d'éclatantes revanches, toute la sainte armée, sous la haute direc-



tion des évêques, mitres en bataille, s'apprête à donner l'assaut à l'école laïque.

L'heure H du jour J a sonné au cadran de l'Histoire Sainte !

Les étoiles s'éteignent

Pétain est mort. Pétain a pu quand même mourir dans son lit, salué par toute la presse pourrie y compris « Combat » à travers la plume sucrée de J. Fabiani.

Il est ici inutile de retracer l'historique de ce militaire, ce qui d'ailleurs a été élogieusement et largement fait par nos confrères qui ne ratèrent pas l'occasion. Il fut toute sa vie ce qu'il devait être : un assassin. Son nom restera attaché à ce qu'il y a de plus déshonorant pour l'homme : l'ins-titutio-

Ses demandeurs qu'il soit entermé au fort de Douaumont, près de Verdun, nous n'y voyons pas d'inconvénient, nous regrettons seulement qu'il ait tant tardé au rendez-vous.

Aux anticléricaux de comprendre ce danger et, avec ou sans l'aide des politiciens, de barrer la route à la meute noire. Là, comme ailleurs, les anarchistes seront à la pointe du combat.

Léo FALY.

ENFANCE... JEUNESSE...

Le bourgeoisisme

L y a deux sortes de gens : ceux pour qui penser est un besoin et ceux pour qui penser est un luxe : les premiers sont des hommes, les seconds, des bourgeois. Il y a ceux qui cherchent à s'élever moralement et intellectuellement et il y a ceux qui se contentent du minimum compatible avec les nécessités sociales : les premiers sont des hommes, les seconds, des bourgeois. Il y a ceux qui cherchent des idées et ceux qui les héritent ; il y a ceux qui ont une conscience personnelle et intime et ceux dont la conscience s'appelle « Qu'en dira-t-on ? », ou bien « curé de paroisse », ou bien « chef de parti », ou bien « ceux qui ont une haute idée de la vie et de leur mission et ceux qui n'ont aucune idée sur la vie ; il y a ceux pour qui l'argent n'est qu'un moyen et ceux pour qui l'argent est un but. Bref, il y a des hommes et des bourgeois.

Les hommes dignes de ce nom luttent, aiment, souffrent, agissent, et souvent en silence. Les bourgeois ne luttent que pour manger et pour se reposer et ils sont contents avec ça. Il se pose aux hommes des problèmes très difficiles : la vie, la pensée, l'homme, le bonheur, la société, l'avenir, etc.. Le bourgeois au contraire a cet avantage d'avoir résolu tous les problèmes : la solution est très simple d'autant plus simple qu'elle n'est jamais vérifiée ni discutée. Cette solution lui a été donnée, toute parfumée, emballée et ficelée par l'éducation, par le curé ou le chef du parti qui défend ses intérêts.

Les conformes à ses intérêts. Il y a des bourgeois cléricaux, des bourgeois voltairiens et libres-penseurs, des bourgeois athées, des bourgeois marxistes. Ils peuvent être cléricaux, voltairiens, athées, marxistes, ils sont bourgeois dans la mesure où ils se dispensent de penser et se reposent une fois pour toutes sur une doctrine qui leur plaît et qui justifie leurs actes. Oui, le bourgeoisisme est une maladie que l'on trouve ailleurs que dans les quartiers chics, on l'attrape jusque dans les bas-fonds, jusque dans les taudis. Il a pour alliés la paresse et l'abrutissement. C'est une maladie qui fait de deux hommes sur trois des êtres passifs et superficiels, des êtres dociles.

C'est au bourgeoisisme, ennemi de la culture, négation de la vie. Il nous guette partout : il faut se méfier du plaisir que l'on prend à l'habitude et à la routine, du plaisir que l'on prend à lire chaque jour les petites histoires et romans des journaux, les Digest et Cie ; ce plaisir est un commencement de confort intellectuel.

En général, un individu dont les exigences intellectuelles sont satisfaites par peu de choses tombe infailliblement dans le bourgeoisisme. Mais celui dont les exigences intellectuelles sont grandes mais qui ne peut, par ignorance ou par maladresse, les satisfaire, deviendra lui aussi, plus ou

moins rapidement, la proie du bourgeoisisme. Girardoux appelle bourgeois ce qui est, par opposition à ce qui tend à être. On ne peut plus brièvement exprimer l'attitude bourgeoise. Mais à celle-ci, on ne peut opposer efficacement qu'une autre attitude, l'attitude de ce qui tend à être, l'attitude socialiste et authentiquement révolutionnaire. Celui qui tend à être ne peut être que socialement désintéressé et autodidacte. De plus, le désintéressement social suppose la volonté inébranlable de perfectionnement intérieur. L'attitude révolutionnaire a en effet le double aspect intérieur et extérieur : intérieurement, auto-perfectionnement ; extérieurement, lutte sociale.

Une lutte efficace contre le bourgeoisisme doit donc être menée sur les deux fronts, individuel et collectif, avec une méthode adéquate. Le bourgeoisisme n'est pas incurable. Dieu merci, et cette lutte contre l'ennemi le plus sournois et le plus dangereux du progrès assainira l'atmosphère de la société, pour le plus grand bien de la civilisation.

D. BERESNIAK.

INTER A LA RENTRÉE

L a période des examens est maintenant passée. Mal, pour la plupart des étudiants impécunieux qui ont difficilement soutenu l'effort supplémentaire exigé... L'interfac, qui a établi la balance de son activité de l'année écoulée lors de la 12^e réunion, se préoccupe d'ores et déjà de tous les problèmes qui se posent en octobre, pré-salaire, revendications syndicales, agitation et propagande révolutionnaire, bulletin mensuel « 3^e Front », action de cartel, etc... Que ferons-nous en attendant ? Question subsidiaire qui n'est pas sans importance :

Une commission d'étude réunissant les professeurs Bourcard (Sciences), Lebègue (Lettres), Brumpt (Médecine), Picon (Pharmacie), Vedel (Droit) et M. Bourdeau de Fontenay, directeur de l'Ecole nationale d'administration, se réunira ces jours-ci pour examiner l'importante question du sport obligatoire à l'Université.

Membre « actif » de cette commission, René Krotoff s'efforcera de rallier les éminents universitaires à une cause qu'il connaît mieux que personne, paraît-il.

Or, dès le 19 mai 1950, nous prenions position dans la « Bataille de l'Enseignement » contre le sport obligatoire. Nous soulignons notamment :

« Que plus de cent établissements d'enseignement public (second degré et technique) sont actuellement privés de professeur, maître et maître d'éducation physique.

Plus loin, fustigeant les Machebeuf, Dejeu et autres Bouzat, dirigeants de l'O.S.S.U., nous avertissons le lecteur :

« Il convient de retenir les noms de ces promoteurs de la nouvelle offensive domaniale : le fauteur d'un quelconque dictat, pour l'instant, réclamer le sport obligatoire, c'est déjà participer aux tentatives d'asservissement de la jeunesse : quand on connaît les conditions déplorables du logement scolaire aussi bien qu'universitaire, les insuffisances dans le domaine de la nutrition des jeunes, le manque de vêtements, les dangers du matériel scolaire qu'éprouvent les étudiants et même la majorité des enfants dont les parents sont chômeurs, grévistes ou qui ne touchent que des salaires de famine, il est vraiment criminel de vouloir imposer une telle charge. On s'est d'ailleurs aperçu que les sciences, les langues, toutes les installations qui nécessitent l'application du projet ? Nulle part !

Bien sûr, le sport doit être accessible à tous, mais n'est-il pas d'autres questions également importantes ? Il faut actuel-

lement aux jeunes une nourriture saine, des chambres spacieuses, des écoles at-trayantes, des vêtements, des livres, des vacances aussi, dignes de ce nom. Apres cela, de plus, des sciences, des sports, des parcs et des jardins. Or, ce n'est pas en commençant par imposer une pseudo-éducation physique, démanie de toute compensation sociale, que l'on atteindra un bon résultat, au contraire. Nous avons déjà maintes fois écrit et prouvé que l'Ecole doit tout à fait incapable d'offrir un programme social cohérent et complet. Ces projets constituent une preuve supplémentaire.

« Voilà qui est amer », diront certains. Ils demanderont : « que proposiez-vous donc à cette époque ? »

Nous affirmons ceci : L'organisation et la gestion saine de la société ne peuvent être que l'œuvre des intéressés eux-mêmes, prenant position dans tous les domaines par la voix de leurs organismes respectifs : syndicats, conseils ouvriers, assemblées de parents d'élèves, fédérations de consommateurs ou de producteurs, etc...

Notre conclusion, qui pouvait passer pour humoristique, était :

Pour ce qui est de la question du sport, M. Queuille, ministre de l'Intérieur, fait tout ce qu'il peut pour élever les soucis à son collègue de l'éducation nationale. Plusieurs fois par semaine, C.R.S. et policiers s'acharnent sur les jeunes. Ce ne sont que courses effrénées, coups de manches, et prises de jado sur le BoullMich, par exemple. Leçon qui porteront leurs fruits, nous en sommes sûrs, et ce jour-là, messieurs les bu-reaucrates, il y aura du sport.

Ainsi, lorsque nous réaffirmons au-jourd'hui notre opposition motivée au sport obligatoire, nous accusera-t-on de manquer de constance dans notre position ? Non, mais n'est-il pas d'autres questions également importantes ? Il faut actuel-

Après le Congrès des Instituteurs de Saint-Malo

Le Congrès annuel du Syndicat national des Instituteurs (S.N.I.) vient de prendre fin à Saint-Malo. Nous n'apprenons rien à personne en disant que ce congrès revêtait une importance particulière du fait que le problème scolaire à l'heure actuelle, se présente comme la pierre d'achoppement des gouvernements.

Certes, nous ne médisons pas les critiques ouvrières ordinairement adressées à l'Ecole publique. Trop souvent encore, au lieu de former des hommes et des femmes conscients, capables de se déterminer par eux-mêmes comme nous le souhaiterions, celle-ci ne fait que préparer graduellement l'enfant à l'obéissance. Mais combien d'efforts obscurs sont accomplis pour lutter contre cet état de choses : l'Ecole ne s'y trompe pas d'ailleurs, qui se refuse à accorder à l'Ecole nationale les crédits nécessaires.

Et que penser de ces usines à prêtés qu'on lui oppose, l'Ecole partisane d'un confession, paradoxalement baptisée Ecole libre par une Eglise habituée séculièrement à exploiter par sa domination l'équivoque et la confusion.

Face à la réaction confessionnelle grandissante, le syndicat des instituteurs reste une force. Dans un mouvement ouvrier divisé, il donne l'exemple unique d'un syndicat ayant pu préserver son unité organique dans l'autonomie.

Sans négliger le danger d'un repliement corporatiste qui n'est que trop manifesté depuis ! Cette indépendance et cette unité permettent aux enseignants d'en appeler à tous les travailleurs de ce pays. Aussi aurait-on pu

espérer que le S.N.I., organisation unitaire de cent quarante mille membres, était à même de jouer un rôle déterminant de coordination dans la lutte ouvrière et de propulser, sinon l'unité d'action de toute la classe laborieuse, du moins celle des fonctionnaires.

Malheureusement, dans ce domaine comme dans tant d'autres, l'expérience de ces dernières années nous amène à déchanter. En novembre 49, le S.N.I. n'a fait que suivre, après beaucoup d'hésitations, le mouvement de grève générale lancé par F.O. De puis, lors du mouvement à caractère généralisé suscité par la grève de nos camarades de la R.A.T.P., les enseignants en vacances ont, encore une fois, « manqué le coche », selon l'ex-

pression même d'un camarade majoritaire du bureau national.

Sans doute, sur le problème de la paix, sur celui de la revalorisation du traitement des fonctionnaires, le bureau national a pris l'initiative de contacter les différentes organisations soit confédérales, soit fédérales, mais il était prévisible que les états-majors F.O. et C.G.T. ne se résoudraient pas à venir s'asseoir côte à côte et que, s'en tenir à de telles formes d'unité d'action c'était se soulagier la conscience à bon compte, à bon compte prétendre ensuite que l'impossible avait été tenté.

Or, s'il est un enseignement que le congrès de Saint-Malo corrobore, il s'agit bien de l'affaiblissement des pratiques réformistes de l'équipe dirigeante actuelle du syndicat.

Quelques exemples entre autres : — Le congrès a eu à se prononcer sur des motions d'orientation qui n'avaient pas été discutées comme c'en est l'usage en assemblée générale des sections départementales.

— Les camarades majoritaires qui ne craignent pas de donner le spectacle d'un organe national « l'Ecole libératrice » proprement illisible, témoignage parfait de l'insignifiance et de l'étoüffe — enthousiasmes, n'hésitent pas à faire prononcer le congrès — sans discussions préalable à la base, contre le principe d'une tribune libre sous le fal-lacieux prétexte qu'elle risquerait d'établir aux yeux des ennemis de l'Ecole laïque le spectacle de nos dissensions (qui donc croyait que la diversité des opinions était une preuve de vitalité !)

— Les résolutions et motions majoritaires ne se départissent jamais du verbalisme des banales généralités pour préciser les modalités d'action permettant d'envisager la satisfaction des revendications adoptées.

Il se peut que le corporatisme et le traditionnel amalgame de nombre d'enseignants, que le réformisme de dirigeants qui préfèrent hanter les couloirs des ministères plutôt que de faire confiance en l'action de la base, n'aient pas représenté pour le syndicalisme universitaire d'inconvénient majeur en des époques calmes. Mais on ne saurait en dire de même dans les circonstances présentes alors que l'Ecole confessionnelle en arrive à relever la tête jusqu'à revendiquer les subventions que lui accordait Vichy et la parité avec l'Ecole publique, alors que les crédits accordés à l'Ecole nationale sont ridiculément bas (le budget de la guerre, lui, n'a pas déseillé !), que les effectifs moyens de chaque classe croissent au point que toute possibilité d'un travail sérieux d'éducation apprendra bientôt au domaine du passé.

L'Ecole laïque est menacée. Les œuvres d'éducation sont menacées. Au moment où il serait nécessaire pour leur sauvegarde que chaque travailleur devienne un militant, la survivance d'un syndicalisme de sommet avec sa méfiance instinctive de la base et des initiatives de la base paraît inconcevable.

Le problème reste de savoir si NOUS, auteurs insultés au syndicalisme enseignant, nous sommes capables.

Et quand je nous : NOUS, je ne m'adresse évidemment pas seulement aux enseignants libéraux, mais à mes camarades de « l'Ecole émancipée » et à tous ceux aussi qui, plus nombreux sans doute qu'on ne le pense, se joindront, tôt ou tard, à nous.

CHARLES.

R. FRANÇOIS Allier).

Le scandale des Guérisseurs

(Suite de la première page)

Novembre 1937 : ne se faisait aucune illusion, à ce sujet : « La puissance des professeurs-fakirs, comme la puissance des spécialistes pharmaceutiques, est fondée sur la complicité de la presse, dont les vendeurs de mensonges et d'ovietons sont aujourd'hui les principaux clients de publicité.

Je gage que les journaux auront assez d'estomac pour ne pas laisser toucher aux matassins de la Bonne Aventure, par plus qu'un ou deux charlatans d'exception. Les « bonnes affaires » savent toujours trou-

ver parmi les « hules » de valeureux défenseurs. De Louis Coudert, (octobre 1937).

« Certes, il sied de combattre les argumentations fausses et les explications pseudo-scientifiques, mais il est juste de stigmatiser l'usage contre la justice la liberté d'une publicité scandaleuse (qui met en jeu des influences et des intérêts formidables) ainsi que l'indulgence coupable des magistrats, habituellement si sévères à l'égard des médecins. »

Il est certain que si la presse, et les charlatans peuvent continuer en toute

tranquillité leurs multiples escroqueries, cela est dû en grande partie aux puissances qui ont intérêt à leur succès, et aux hautes sphères gouvernementales.

Comment expliquer autrement la carence criminelle des pouvoirs publics ? Périodiquement, des « Guérisseurs » comparaisaient en correctionnelle. Ils sont condamnés à verser des sommes plus ou moins fortes, et ils continuent par la suite leur fructueux commerce, comme si de rien n'était.

Ce spectacle serait moliéresque si l'on ne savait que la peau de milliers de malades est en jeu.

« Il ne s'agit pas pour les juges » de se prononcer sur la valeur ou la non valeur du remède ou de la méthode incriminée, mais de constater si les méthodes de la médecine ou la vente de médicaments non autorisés.

La 10^e Chambre Correctionnelle de Paris déborda les médecins et admis le point de vue suivant :

Jusqu'ici la médecine scientifique n'a évolué que sur un plan matériel. Les maladies graves, comme le cancer et la tuberculose ont une origine morale. Il faut modifier la psychologie du malade pour le guérir.

Il serait souhaitable de faire l'éducation des magistrats qui sont dans ce domaine d'une ignorance lamentable.

Que penser des malades qui, lors de procès intentés aux « guérisseurs » viennent déclarer en faveur des derniers ? Sont-ils guéris, comme ils le prétendent ? Etaient-ils comme ils l'affirment condamnés par la médecine officielle ?

C'est sur les conseils d'un docteur qu'un jeune homme tenta cette expérience (affaire B.T.M.).

Des inspecteurs eurent pour mission de se rendre chez les malades, disant guéris et de poser cette question : « mort ou vivant ? ». 75 % de « miracules » « écédés » furent la conclusion de cette expérience.

Nous avons reçu au cours de cette enquête, de nombreux lettres de malades et de docteurs.

Voici, entre tant d'autres, l'opinion d'un médecin :

Merci pour votre article sur Rissler, vous mettez les points sur les i.

1^{er} Entièrement d'accord sur la mise en garde des malades contre les dangers des remèdes qui leur sont proposés. Mais ces dangers sont de deux sortes : certains de ces remèdes sont dangereux par eux-mêmes et aggravent la maladie. Mais les autres ont le défaut de ne pas guérir les malades des traitements vraiment utiles et qui ont fait leurs preuves, jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour les entreprendre.

2nd Une lecture de l'article de Rissler me laisse penser que la législation contre les charlatans, c'est parfait et très souhaitable.

Je vous signale à ce propos le vote voté par l'Assemblée Nationale le 14 mars 1951, à la suite du rapport du Professeur Piedelèvre.

1^{er} La loi contre l'exercice illégal de la médecine est une loi excellente, protectrice de la Santé Publique et qui n'est malheureusement pas appliquée avec assez de rigueur.

Mais beaucoup de charlatans ne sont pas des illégaux. Ils sont docteurs en médecine. C'est contre eux qu'il faut légiférer lorsque la preuve de leur charlatanisme est faite.

3rd Expérimentation rapide de tous les nouveaux remèdes. Oui, mais pas sur l'homme ! Ce serait dangereux et immoral. Une expérience sur l'animal est toujours possible et démonstrative.

La Commission des thérapeutiques nouvelles qui avait été créée, y a « quelques années par le Ministère de la Santé a fait faillite, parce que les représentants des associations de malades s'y montrèrent incapables de tout raisonnement objectif et scientifique. Ces questions ne peuvent être tranchées que par des médecins compétents, habitués à les traiter avec calme et sans passion.

4th Dénonciation des campagnes de presse en faveur des médecins charlatans. Entièrement d'accord.

En Grande-Bretagne ces campagnes sont interdites par la loi. Faisons de même. Nous répondrons, par avance à ceux qui seraient tentés de nous reprocher notre conformisme : que l'anti-conformisme de nombreux malades leur a réservé de cruelles surprises.

Nous avons voulu, mettre en garde des malades inexpérimentés, contre des remèdes plus ou moins dangereux. Puissions-nous avoir réussi ! Car, nous ne nous faisons aucune illusion. C'est dans la mesure où les malades eux-mêmes dénoncent ce scandale, que l'on pourra lutter efficacement contre les charlatans.

LAMBERT.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1^{er} REGION
LILLE. — Pour le Service de librairie, écrire au voir Georges Laureys, 80, rue Francisco-Ferrir à Fives-Lille (Nord).

BELGIQUE
MOUSCRON. — S'adresser à Cécile Sobhy.

OUGREE. — S'adresser Absil André.

BRUXELLES. — S'adresser à Hem-Day.

2^e REGION
AULNAY-SOUS-BOIS. — Jusqu'à octobre, permanence tous les quinze jours (à partir du samedi 4 août). Café le Petit Cyran, près de la gare. Sympathisants et lecteurs sont invités.

COLOMBES. — Prochaine réunion, vendredi 3 août, 10, avenue du Général-de-Gaulle, à 21 h. Colombes (Seine).

3^e REGION
EPERNAY. — S'adresser à Jacquelin Pierre, chemin des Vignes-Blanches Epernay (Marne).

YONNE. — Les lecteurs et sympathisants de la région sont priés de se mettre en rapport avec Valère Léonard à Vincennes, en vue de former un groupe.

4^e REGION
LORIENT. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignements : tous les jeudis, de 18 h. à 19 h. 45, café Bosc, quai des Indes.

NANTES. — Permanence tous les samedis, de 18 h. à 20 h. 30, rue Jean-Jaurès. Sympathisants écrire à Henriette Le Schodic 33 rue Jean-Jaurès.

5^e REGION
CHATEAU-DU-LOIR. — Contact avec le mouvement libertaire, s'adresser au camarade Henri Bagatski, Goulard.

7^e REGION
CUSSET-VICHY. — Les camarades isolés et sympathisants de l'Allier sont cordialement invités à se mettre en relations avec H. Terrenoire, route de Molles, Cusset.

8^e REGION
LYON-CENTRE. — Permanence tous les samedis après-midi, au siège, 71, rue de Bonnel, et tous les premiers samedis du mois, réunion de la C.A.

LYON-VAISE. — Le groupe des 4^e et 5^e arrondissements est réformé. Il se réunit tous les quinze jours le vendredi à 20 h 30 et tient une permanence tous les dimanches de 11 h. à midi café Luboz, 27, place de Valmy, à Lyon-Vaise.

9^e REGION
BORDEAUX. — Tous les dimanches, vieille Bourse du Travail 42, rue Lalande de 10 h. à 12 h.

ROYAN. — Cercle Makno. Pour tous renseignements, s'adresser à Sanchez Marcel.

10^e REGION
TOULOUSE. — Le groupe ne se réunira pas du mois d'août. Prochaine réunion : le deuxième vendredi de septembre.

INTERGROUPES
BANLIEUE OUEST
Sortie champêtre au lieu dit « La Clairière », à St-Cucuruf.

A partir de 9 h. 30, dimanche 5 août, autobus 258 Pont de Neuilly, descendre à la Malmaison.

NARBONNE
Une sortie champêtre est organisée le vendredi 15 août à Saint-Férol. Les camarades de Coursan et de Lézignan sont invités à y participer.

POUR CONSTRUIRE NOTRE « BICOQUE »

Main-d'œuvre, matériaux et finances

Il faut se loger, c'est un impérieux besoin, mais quel problème ! Nous avons dit qu'il fallait 5 millions de logements, mais il y a de multiples difficultés. Les principales sont le manque de main-d'œuvre, de matériaux, et les moyens financiers.

L'ordre gouvernemental, le régime d'égolisme bourgeois en sont les causes. Les patrons du bâtiment n'ont rien entrepris pour assurer une continuité dans la profession. L'apprentissage a été délaissé ou détourné de son véritable chemin. Les négriers de la jeunesse ont recherché leur profit, sans s'inquiéter de sa formation professionnelle.

Des salaires bas, le manque de sécurité dans l'emploi, les risques des intempéries ont détourné la majeure partie de la jeunesse des spécialités qualifiées du bâtiment.

La mauvaise organisation des chantiers, l'insécurité aux accidents parfois mortels, pas de mesure d'hygiène, ni vestiaire, ni lavabo, travaux sans direction nationale abrutissant l'homme, voici les raisons principales qui ont écarté la jeunesse des industries du bâtiment.

C'est pourquoi la moyenne de l'âge du compagnon est de quarante-cinq à cinquante ans.

Le maçon, ce pelé, ce galeux dont tout le monde se détourne ! Combien de parents et de mères surtout disent : « Jamais mon gars ne sera un maçon ! » Les salaires dans le bâtiment n'ont rien d'engageant. Pour les compagnons de la métallurgie occupés à tourner des obus ou construire des tanks leurs salaires dépassent de 20 à 30 % ceux des gars de la bâtisse. Il y a là une anomalie voulue et dirigée par le grand patronat français.

Et puis, il y a la question des matériaux... Mais le charbon manque-t-il ? Voilà la question ! Sans aucun doute nos camarades mineurs répondront s'il y a du charbon sur le carreau des mines.

Tout problème technique importe de citer des chiffres. Les statistiques sont récentes ; elles sont du dernier trimestre 1950.

Notre production en charbon pour 1950 est de 52.515.000 tonnes, soit environ 1 % de moins qu'en 1949.

Cependant, l'an dernier il y avait plus de matériaux disponibles qu'au-

jourd'hui : il fallait quinze jours pour recevoir un wagon de matériaux, soit en terre cuite ou de liants, il faut maintenant trois mois, et trois mois est un minimum. A quel cela tient-il ? Y a-t-il baisse dans la production ? C'est insignifiant pour le tonnage de la houille au moins.

Il faut rechercher les causes initiales dans la préparation à la guerre. Le ciment est produit en grande quantité ; il y a donc du charbon. Avec les procédés modernes utilisés actuellement, 150 kg sont nécessaires pour produire une tonne de ciment. Avant la guerre il en fallait 300 kg. Si on avait utilisé les procédés Dichiary, 50 kg suffiraient.

Des milliers de tonnes de ciment et de chaux hydraulique sont englouties au profit de l'armée dans des travaux énormes, financés en dollars ; des installations clandestines sont faites à Bonen, au Havre, dans les Ardennes et le Sud, en Afrique du Nord ; des bastions sont construits. Pour la guerre, l'armée dévore les 50 % de la production des industries sidérurgiques, chimiques, céramique, ciment et produits de terre cuite.

En réalité, la production industrielle qui, en 1938, se calculait sur la base 100, a passé au coefficient 133 en 1950, et consommée de moitié sans aucun profit pour l'homme.

Il y a aussi le problème de l'argent. Notre société, organisée sur le plan des capitaux, rien ne peut s'entreprendre sans eux. Tout se paie, tout se vend. Pour obtenir des crédits de l'ordre de 100 millions de la Caisse des Dépôts et Consignations pour construire en H.L.M., il faut perdre trois années dans les services d'une administration bureaucratique. Chaque point, chaque virgule d'une demande de crédits est vérifié et contrôlé par une séquelle de fonctionnaires inamovibles qui ne cherchent qu'à compliquer les affaires et conserver leur place.

Cependant, les milliards ne manquent pas : aux Assurances Sociales, dans les caisses d'allocation familiales, les caisses d'épargne, les compagnies d'assurances, les coffres-forts des banques, la théaurisation des caisses publiques, tout cela contient des centaines de milliards improductifs, sans oublier les bénéfices scandaleux de toutes les entreprises.

Voilà où prendre l'argent. Mais pour-quoi hélas ! chercher un remède dans cette société d'individus en état permanent de folie. Il serait tellement facile de remettre de l'ordre et ne plus s'inquiéter d'un conformisme dissolvant.

Les signaux clairs, par les meneurs de jeu se sont chargés d'endormir ceux qui pourraient remettre les choses en place. C'est pourquoi, malgré notre éconnement, nous voulons donner à nos amis des arguments qui leur serviraient dans certaines circonstances s'ils le désirent.

A. PIERRE ANGERS.

LES « 100 FRs DU LIB »

Baça R.	100 Une lettre	600 Leo-Michèle ..	150 Muvia	200
Charlotte ..	100 Laula	200 Gisèle	500 Filliol	100
Chabert J.	500 Galassie (Milan)	100 Dina	500 Durigon	100
Dr Albert ..	500 Max et Lulu ..	500 Gido	100 Un P.C.D.F. de	
Stock	200 Sazanne	100 Ruffier	400 14-18	200
X.	610 Fassot	800 Charcy	100 Séaumes	500
Clement ..	2.400 Brirot	400 Louis et Julien	200 Lasfargues	400
Mazou	100 Carla	300 Pignat	200 Chedde	5.000
Gd-Père ..	100 Puddu	340 Gino	200 Cunnac	500
Un vendeur St-	La Peinture	100 Gr. Montreuil	300 Mersaschert	100
Lazare	100 H. Biju	100 Emile	375 Dede	
Un vendeur St-	Rousseau	1.600 Lect. Meulim ..	100 Gy Nabonne	3.200
Ouen	100 Rousseau	2.000 Satano	145 Predieri	250
Marie B.	100 Colin	200 J. M. Esperanto	100 Fugtier	1.300
Evéan Fe ..	100 J.-B.	100 Chaplain	100 Moranzoni	1.000
Germain Athlex	100 Lapeyre	100 Chaplain	100 Moranzoni	1.000
Poggi	100 Charlot	200 Magri	100 Millot	1.300
Gpe Est ..	700 Desbat	500 Matra	1.200 Laureys	840
Leo	500 Dupeyron	50 Bournez	100 Nouvelon	100
Antoine ..	1.000 Aracon	200 Doukan	1.000 Appert	500
Gonzales ..	500 Vicente	600 Ferrès	100 Porte	100
Gerninat ..	200 Maurice-Gisèle	500 Asoe	1.000 Militants révo-	
Lilas	200 Raul	100 Maurel	250 litonnaires	4.000
Un photographe	1.000 Domangé ..	300 Ledin	250 Casals	2.000
Radix	200 B. et A. Manu ..	100 Exchens	100 Michel	1.500
Pré St-Gervais	100 Etienne	200 Duval	1.000 Mateulin	100
Un camarade	100 Berthe	200 Bin	100 Gil	100
Radix	100 Gerninat	200 B. et L. Galez,	650 Sala	1.000
net (Bagnolet)	1.000 Nicoton	1.000 Fabiani	1.000 Casals	2.000
Massier ..	100 Fougier	200 Perrier	100 Sala	420
Parent ..	100 Parent	100 Nouvel	100 Bouleuze	1.000
Pall	100 Lader	100 Mourel	125 Rousseau	1.000

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers - La terre aux paysans

LE CALVAIRE DES TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS

Message de Belgique

Carnaval pas mort

Les journées des 16 et 17 juillet ont vu se dérouler les « mémorables cérémonies » d'abdication et de couronnement. Les spécialistes des trois maisons nationales d'escamotage y participaient (P.S.C., libéraux, P.S.B.) et l'illusionniste Busset s'y était fait particulièrement remarquer s'efforçant de démontrer que tout en demeurant républicain, son parti s'accommodait de la monarchie. On comprend ça d'autant plus que cette monarchie donne à nos socialistes de réconciliation nationale l'occasion de vivre, comme leurs collègues des autres boîtes, au détriment du cochon de prolo qu'ils insistent à briser tant et plus.

Les stalinistes, eux, s'abstenant de participer aux festivités, battent le record de la pureté. Ne sont-ils pas les seuls, les vrais républicains ? Depuis peu de temps, d'ailleurs, puis-je dire le lendemain de la libération, ils tendaient la main à la bourgeoisie et aux cousins germains du P.S.B.

Déjà, même, la « république » a des amants bien tristes, qui la délaissent si souvent !

Mais si le spectacle nous offre un côté ironique, il y a aussi le côté tragique et ce dernier, hélas ! les travailleurs en feront encore durement les frais.

Peuple, n'as-tu pas encore compris que tous les margouillins de la politique feront carrière de ta naïveté ? Qu'attend-tu pour donner un solide coup de pied au cul de tous ces salopards, responsables de tes misères et de tes larmes et prendre enfin ton sort entre tes propres mains ?

Les anarchistes ne cessent de le répéter : c'est en eux-mêmes que les travailleurs doivent trouver le chemin de la libération, car le libéralisme, sans aucune faiblesse et c'est avec une profonde émotion, j'en suis sûr, que les damnés d'outre-mer accueillent le désintéressement total d'un humble représentant de la fédération anarchiste.

Mohamed SAIL.

Civilisation

(Lettre au Français)

POUR légitimer le gangstérisme le plus crapuleux, l'encontre de mes compatriotes, les gouvernements français continuent à se servir du mensonge le plus grossier. Ils se baptisent « civilisateurs » mais cela ne trompe que les crétins, trop nombreux hélas dans cette France de 1951 !

Le terme de « civilisateurs » est une duperie tout juste bonne à faire rire les ânes les plus têtus ; l'histoire que vous avez écrite, oh, tristes ânes, veut que les Maures d'Espagne qui allèrent jusqu'à Perpignan et même jusqu'à Poitiers et qui furent les constructeurs de l'Alhambra de Grenade soient les destructeurs de vos huttes sordides et fassent partie des pères de votre prétendue civilisation « française » ! Alors, fermez vos gueules et avouez que vous n'êtes que des sinistres pantins dénués de tout scrupule, des goujats sans cœur, esclaves du veau d'or, voleurs et assassins professionnels sans autres excuses.

Pour Hitler, la France était un pays sauvage qu'il fallait coûte que coûte civiliser. Pour Staline, la Pologne, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, etc., sont des contrées arriérées qu'il faut également mettre à la raison... et le baratin « civilisation » suit son chemin au détriment des idiots qui s'ignorent et applaudissent.

Au pis aller, et pour faire plaisir à votre lamentable orgueil, admettons que vous êtes les civilisateurs de l'Afrique du Nord et ce, malgré les preuves irréfutables de votre prétendue civilisation « française » ! Alors, fermez vos gueules et avouez que vous n'êtes que des sinistres pantins dénués de tout scrupule, des goujats sans cœur, esclaves du veau d'or, voleurs et assassins professionnels sans autres excuses.

Pour Hitler, la France était un pays sauvage qu'il fallait coûte que coûte civiliser. Pour Staline, la Pologne, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, etc., sont des contrées arriérées qu'il faut également mettre à la raison... et le baratin « civilisation » suit son chemin au détriment des idiots qui s'ignorent et applaudissent.

Au pis aller, et pour faire plaisir à votre lamentable orgueil, admettons que vous êtes les civilisateurs de l'Afrique du Nord et ce, malgré les preuves irréfutables de votre prétendue civilisation « française » ! Alors, fermez vos gueules et avouez que vous n'êtes que des sinistres pantins dénués de tout scrupule, des goujats sans cœur, esclaves du veau d'or, voleurs et assassins professionnels sans autres excuses.

bles du contraire que j'ai apportées dans mes six articles précédents et le coup de grâce que j'assène dans le présent.

En 1830, l'Algérie fut conquise à la suite du refus par la France de payer une livraison de blé faite par le bey d'Alger, ce qui a valu au consul de France un coup de chasse-mouche... Je passe donc la plume à un représentant officiel du pays « civilisateur » qui mettra le nez dans leur m... aux canailles sans aveux :

Voici une lettre de l'adjutant-major Canrobert, datée du 1^{er} janvier 1842 de Kolah :

« Nous venons de faire plusieurs razzias dans les montagnes du petit Atlas. Nous avons surpris de nuit une assez grande quantité de Kabyles et enlevé plusieurs troupeaux, des femmes, des enfants et des vieillards. Ces opérations qui, je dois l'avouer, sont d'une grande ressource pour les approvisionnements de l'armée, sont du point de vue militaire du plus fâcheux effet. Le soldat, mal ou pas surveillé, excité d'ailleurs par l'appât du pillage, se livre aux excès les plus grands qui vicent singulièrement son caractère. »

La citation de cette lettre est le commencement d'une série d'autres qui vont suivre, vieux cheval de bataille, j'entends prendre la défense de mes malheureux compatriotes opprimés, s'il le faut au prix de ma liberté et même de ma vie, sans aucune faiblesse et c'est avec une profonde émotion, j'en suis sûr, que les damnés d'outre-mer accueillent le désintéressement total d'un humble représentant de la fédération anarchiste.

Mohamed SAIL.

MOTION DE L'UNION DES SYNDICATS DU MAINE-ET-LOIRE

MOTION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ
LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 24 JUIN 1951
PAR LES SYNDICATS
ADHÉRENTS A L'UNION DÉPARTEMENTALE SYNDICALISTE CONFÉDÉRÉE DE MAINE-ET-LOIRE

L'Union Départementale Syndicaliste Confédérée Force Ouvrière et Autonomes de Maine-et-Loire, fidèle à ses principes d'indépendance à l'égard des partis politiques, s'est abstenue de toute intervention dans la bataille électorale qui vient de se terminer.

Mais, au début de cette nouvelle législature, ses Syndicats tiennent à placer les parlementaires et le Gouvernement devant leurs responsabilités et engager les Syndicats libres à assumer les leurs contre le Patronat et l'Etat-patron.

Jusqu'à ce jour, Gouvernements et tenants de l'Economie ont montré qu'incapacité ou hostilité à l'égard des légitimes revendications des travailleurs et n'ont songé, les uns qu'à échauffer des combinaisons politiques en vue de servir des intérêts particuliers ou électoraux et, les autres, à accroître coûte que coûte leurs profits et leur domination.

Nous voulons que cela cesse. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

En conséquence, nous appelons les travailleurs à s'organiser et les Organisations syndicales libres à s'unir et renouer avec les traditions du syndicalisme de lutte et d'action, afin d'agir énergiquement pour imposer :

L'amélioration du Pouvoir d'Achat par la fixation du minimum interprofessionnel garanti sur la base du budget-type établi par le Comité Interprofessionnel, au 1^{er} juillet, 20.000 fr. mensuels pour une durée de travail de 173 h. 30, soit 15 fr. de l'heure, sans abattement de zone.

Pour la Fonction Publique, détermination de la valeur de l'indice 100 en fonction du salaire interprofessionnel légal et des stipulations du Statut général des Fonctionnaires, ainsi que la pérennité intégrale pour les retraites.

L'application d'une véritable échelle mobile garantissant le maintien du pouvoir d'achat en cas de hausse du coût de la vie et permettant d'augmenter ce pouvoir d'achat au fur et à mesure de l'augmentation de la production.

La démocratisation de l'économie par la constitution de Comités Paritaires de Gestion partant de l'entreprise aux échelons de la production.

CHATEAU-THIERRY

Le bagne de chez Bollard

DANS le n° 277 du « Libertaire », nous avons déjà parlé de « ce bon patron Bollard ». Quelques ouvriers travaillant chez lui nous ont apporté quelques renseignements sur l'exploitation des ouvriers dans cette boîte.

Le 5 juillet 1951, M. Bollard donnait l'ordre de nettoyer la fosse Marme. Une dizaine d'ouvriers y travaillèrent 11 heures par jour dans des conditions déplorables : pas de sécurité, risque de mort à chaque instant (2 ouvriers se blessèrent en tombant le 19 juillet).

La boue passait par-dessus les bottes et les ouvriers ne tardèrent pas à avoir les jambes toutes rouges de sang tandis que le « bon chef de chantier », nommé Mollard criait : « Allez, allez, plus vite, toujours plus vite ».

La grue n'a qu'un mauvais frein qui casse deux ou trois fois par jour et risque chaque fois de tuer un ouvrier ; et le chef de chantier dit : « Il n'y a que nous qui avons droit à la mort ».

L'espèce que « le bon patron » installé à Paris dans son fauteuil, prendra des mesures plus compréhensives, sinon les ouvriers sauront à quoi s'en tenir, ils n'accepteront pas plus longtemps le bagne et l'exploitation.

Camarade, le Syndicat autonome fait appel à votre conscience, unissez-vous, ainsi nous pourrions conquérir notre sécurité et une vie meilleure, car nous sommes des hommes et non des esclaves.

(Syndicat autonome, Château-Thierry (correspondant)).

GRAND-COMBE

Les mineurs de la mine Radin, 2^e poste, décideront le lundi 23 juillet à titre de solidarité de ne point assurer le poste. Spontanément, au nombre d'une soixantaine, accompagnés d'un délégué C.G.T., ils se dirigèrent au siège de la direction pour protester contre les actes de brutalité dont fut victime un de leurs camarades de la part d'un agent de maîtrise.

Après deux heures de discussion, la délégation se retira en obtenant des garanties par écrit les assurant que des mesures disciplinaires seraient appliquées contre l'agent de maîtrise.

Les mineurs de Radin ont enfin compris que seule l'action directe paye.

LE COMBAT OUVRIER

D'une semaine à l'autre... Les grèves et les débrayages ne succèdent, couronnés de succès ou d'échecs. Il nous apparaît qu'il serait sans doute fastidieux de relater dans notre Lib. le paraissant actuellement que tous les quinze jours, le détail de luttes souvent vieilles d'une semaine ou plus. C'est pourquoi nous nous bornerons aux informations ayant un caractère d'actualité.

Quoi de neuf ? Signalements les mouvements qui ont eu lieu à Marseille, chez les travailleurs municipaux ; à Lyon, où la journée du 17 juillet a été marquée de nombreux débrayages pour appuyer des revendications de salaires, des primes de vacances et l'échelle mobile. Déjà de nombreux succès sont enregistrés, dus pour la plupart à la volonté d'unité des travailleurs, foulant aux pieds les frontières syndicales et les divisions d'unité d'ouvriers se groupent librement pour agir en toute indépendance.

REVENDEICATIONS GREVES ET ACTIONS EN COURS :

A Ambois (Indre-et-Loire), 20 francs d'augmentation horaire, chez Goussier (cuirs et peaux), où l'action se poursuit.

Nantes. — Les Biscuiteries « Lu » sont en grève. Les ouvriers ont cessé le travail pour exiger des meilleurs salaires.

Saint-Amand (Nord). — Les tanneurs sont en grève pour leurs revendications.

Aubervilliers (Seine). — Les travailleurs de chez Salvans sont en lutte pour 25 francs d'augmentation horaire pour tous et 5.000 francs de prime de vacances.

Limoges. — 130 gars du bâtiment du chantier de la Marti-

nerie se sont mis en grève pour de meilleurs salaires.

Vitry (Seine). — Les travailleurs algériens de chez « Néochrom » (encres d'imprimeries) sont en lutte pour de meilleurs salaires. Déjà ils ont obtenu 3 francs d'augmentation, mais ils sauront par leur action continuer à faire pression sur le patron colonialiste et de plus substantielles « rattrapages ».

Pantin. — Par leur action, les ouvriers des usines Motobécane ont obtenu 5 p. 100 et 5.000 fr. de prime de vacances.

Tulle. — On se souvient du lock-out qu'avait effectué la direction des Camions Brandt en 1950 à l'égard du personnel. Le Tribunal civil de Tulle vient de condamner cette même direction à verser des indemnités aux lock-outés, se totalisant par 3 millions de francs. D'autre part les Houillères de la Loire se sont vues condamner à 500.000 francs d'indemnité à un jeune ouvrier qui a eu les jambes broyées, l'an dernier, dans cette entreprise. En outre, elle devra lui verser une rente annuelle d'un demi-million.

Paris. — De nombreux succès ont couronné les luttes menées dans diverses usines de la région parisienne. Toutefois, les « avancées » acquies restent nettement insuffisantes, la lutte se poursuit dans de nombreuses entreprises. Citons toutefois : un reclasse-

ment de 23 francs de l'heure chez S.F.M.-Rosenberg ; 15 francs de l'heure chez « Le Chimiste », 4 p. 100 chez Panchard ; 3 à 8 francs chez Citroën, 12 à 18 francs chez Richard, 4 p. 100 et 7.000 de prime chez Renault, 4 à 22.000 de prime de vacances à la C.S.F. et 20 à 26.000 chez Matégot (19), 20 p. 100 d'augmentation chez Chambon.

Voilà, en gros, le bilan de quelques jours de combat ouvrier, d'un combat que nous voulons de plus en plus hardi. Préparons-nous déjà aux luttes d'automne. Montrons l'INSATIA-BLES et UNIS, organismes des maintenant dans nos comités d'action d'action de base la grève générale, premier objectif de notre lutte.

SCHUMACK.

USINES SPIROS
28, rue de la Brièrre
Les membres du C.E.C.-G.T. ont fait une collecte pour offrir au directeur général, M. Septembre, un chronomètre en or à l'occasion de sa décoration de la Légion d'honneur.

Cette montre lui fut offerte au cours d'un vin d'honneur à la cantine, le 27-7-1951.

Les diadèmes de la force ont encore les ouvriers qui suivent ces ridicules fan-

Mon Curé chez les Cocos

UN jour, de 1946, à la Gie des Comploers de Montrouge, arriva au « Service Fonderie » un prétre-ouvrier, le bruit courut dans l'usine, qu'un curé travaillait à la Fonderie, des compagnons de divers ateliers, allèrent voir — un cureton au bout — c'est une chose tellement rare. Ce prétre était Barreau, devenu depuis, secrétaire du Syndicat des métaux de la Seine, curé qui fit sensation au dernier congrès de la C.G.T. ou plutôt à la dernière kermesse de la porte de Versailles, Frachon le barman de ce cirque de carnaval, exhibait notre curé pour bien montré aux badauds qui regardaient la parade que la C.G.T. n'était pas communiste, mais que tous socialistes, communistes, chrétiens, R.P.F. sans parti, inorganisés étaient unis dans un même état d'âme — l'unité.

UN ANACHRONISME

La Charte d'Amiens

TOUT en constatant l'orientation de plus en plus réaliste du mouvement libertaire, sa volonté déterminée mais encore hésitante du fait d'un manque de maturité, à prendre la responsabilité totale des mouvements d'opinion qu'il suscite, nous attirons l'attention de tous les libertaires sur la contradiction à la fois philosophique et économique qui consiste à faire du syndicalisme révolutionnaire et antiétatiste tout en se déclarant attaché à la théorie anarchique de la Charte d'Amiens, ainsi rédigée :

« Le Congrès affirme l'entière liberté pour les syndiqués de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe en dehors. »

Ce paragraphe de la Charte d'Amiens est une monstruosité psychologique. Il propose à l'homme d'être à la fois un syndicaliste et un politicien ou d'être l'un et s'isoler de l'autre... Comme si l'esprit pouvait à la fois mûrir la thèse et l'antithèse : être apolitique au syndicat et politicien, inévitablement, à son parti... !

Antiétatiste à la réunion syndicale alors qu'il est étatisé par philosophie et par discipline !

Il nous faut en sortir pour faire enfin jaillir la clarté sur les conditions économiques qui mènent à la libération des travailleurs et à l'affranchissement de l'homme.

Le mouvement libertaire doit affirmer son antiétatisme en se refusant nettement à tout syndicalisme qui n'aurait pas pris une position logique sur cette question qui conditionne à la fois le développement révolutionnaire du syndicalisme et l'avenir du mouvement libertaire.

Groupe de MAZAMET.

COMBAT PAYSAN

Une longue étude, parue dans L'Avenir agricole, de M. Rioufol (président de la Fédération des Exploitants de l'Ardèche), constate « le malaise paysan », il en recherche les causes et préconise des remèdes pour le faire cesser. M. Rioufol a raison : le malaise existe. Et ce n'est pas la première fois. Il existait grave, avant 1914, où, selon certaines estimations, 15 milliards (francs or 1914) 15.000.000.000 d'hypothèques grevaient les terres paysannes.

La guerre, revalorisant les produits de la terre et surtout les produits nationaux, avait mis fin au malaise.

Les allocations indemnités avaient apporté leur coup de pouce. Il renaissait, la guerre 1940-1945 est venue et cela a recommencé. Le malaise existe. Il serait fou de le nier. Le paysan qui « tient ses comptes en régie » n'a pas besoin de statistiques officielles pour constater que ses dépenses montent plus vite que ses recettes, tout heureux quand celles-ci ne descendent pas. J'ouvre mon livre :

Exercice 1949-1950 : Achat : Sulfate de cuivre : 6.925 francs les 100 kilos ; chaux viticole : 1.000 francs les 100 kilos. Vente : Vin : 4.000 francs l'hectolitre.

Exercice 1950-1951 : Achat : Sulfate de cuivre : 14.000 les 100 kilos ; chaux viticole : 1.080 et 1.300 francs les 100 kilos. Vente : Vin : 2.900 francs l'hectolitre.

Les chiffres ne sont-ils pas éloquentes ? Un ramasseur d'œufs et de fromages, marchand de légumes, épicerie... passe dans mon village, chaque semaine, achetant et vendant.

Or, dans l'espace de trois mois : Les œufs passent de 30 francs à 90 francs la douzaine ; Les fromages, de 130 francs à 20 francs l'un.

Dans le même temps, l'huile monte de 260 francs à 310 francs le kilo, et le sac, de 108 francs à 110 francs le kilo, et le sac, de 180 francs à 210 francs, etc.

A quoi bon continuer et commenter ? Ne comprend pas tel autre qui diminue le nombre de ses ouvriers, que tel autre se refuse à toute modernisation coûteuse.

On comprend l'exclamation (sur laquelle je reviendrai) de ce jeune : « Ce n'est pas à la campagne que je m'enrichirai. »

(A suivre.)

TRES IMPORTANT

La commission paysanne désirerait entrer en contact avec les camarades suivants : La camarade P. Izanne, qui nous a envoyé l'article « Le malaise paysan » ; le camarade F. C., du Vacluse, qui nous a envoyé un article critique sur les petits paysans.

Ecrire au camarade Verdonck, villa du Mameion-Vert, route de Carcassonne, Narbonne (Aude).

La Gérante : P. LAVIN

Impr. Centrale du Croissant, 18, rue du Croissant, Paris 10. F. ROCHON, imprimeur